

## Pourquoi les Etats-Unis gagnent la bataille de la compétitivité



Une nouvelle victoire vient de s'inscrire au crédit des Etats-Unis : celle de la compétitivité.

Avec Michel  
Garibal

Selon le classement publié par le World Economic Forum de Davos, ils viennent de détrôner la Suisse qui tenait la tête depuis neuf ans. Sans surprise, Singapour est deuxième et l'Allemagne troisième, la confédération helvétique étant reléguée à la quatrième place. Cette remontée spectaculaire de l'Amérique sera saluée par certains économistes comme le premier résultat de la politique menée par Donald Trump, encore que les explications soient plus complexes. Car le forum de Davos a modifié ses propres règles pour définir son classement. Ainsi, il privilégie désormais les politiques à long terme et met l'accent sur les investissements dans la formation numérique, où les Etats-Unis se taillent la part du lion. L'innovation est saluée à tous les niveaux tandis que la taille de la dette se trouve relativisée, malgré son niveau gigantesque. L'activité économique génère en effet une forte croissance avec un cycle qui paraît interminable et qui minore ainsi les effets négatifs de l'endettement public. Un argument que ne manquent pas d'utiliser ceux qui préconisent de laisser filer le déficit en France pour obtenir davantage de croissance. Mais la situation n'est pas la même aux Etats-Unis et en Europe : d'abord en raison de la situation particulière du dollar qui lui confère des privilèges uniques. Ensuite, parce que les doutes d'ont de plus en plus grands sur le vieux continent en ce qui concerne l'expansion. La hausse des tarifs douaniers promise par Donald Trump sur l'automobile par exemple aura des répercussions fortes sur les exportations allemandes alors que Berlin représente le premier partenaire commercial de la France. Au demeurant les chefs d'entreprise d'Outre-Rhin s'inquiètent, alors que la crise financière amorcée en 2008 et à peine résorbée se transforme en une véritable crise commerciale marquée par des attaques sévères contre les règles qui régissent le système des échanges. Ainsi, la prééminence de l'Amérique risque encore de se conforter au moment où les influences dépressives vont s'accroître sur le vieux continent. La France va en subir le contre coup, alors qu'elle a peine à rattraper le retard que lui a conféré la crise de 2008 et que le rebond du deuxième semestre 2017 sur la croissance paraît sans lendemain. Il lui avait pourtant permis de gagner quelques points dans le classement de Davos. Elle avait ainsi grignoté cinq places en se situant désormais à la dix-septième, en entrant dans le « Top 20 » des grands pays en matière de productivité, ce qui reste malgré tout plutôt décevant quand on se targue d'être la sixième puissance mondiale. Les experts internationaux avaient néanmoins salué la bonne direction des réformes entreprises par Emmanuel Macron, en mettant aussi en relief le rayonnement des institutions de recherche et des publications des chercheurs de l'hexagone, mais en rappelant aussi que pour éliminer les entraves qui brident son expansion, la France devait se défaire d'une bureaucratie étouffante, de certaines barrières non tarifaires et de la raideur qui continue de caractériser le marché du travail. Pour l'instant, elle reste condamnée à avoir un rythme de croissance inférieur à celui de la moyenne européenne, ce qui rend toujours délicate la mise en conformité avec les objectifs de Bruxelles en matière de réduction des déficits.

